



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Bureau de la réglementation
et des élections

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires relatives à l'autorisation d'exploiter
une unité de fabrication de peintures**

Chapitre unique du titre VIII du livre Ier du code de l'environnement

n° DCL-BRENV-2022-138-2

Société THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS

Siège administratif

SIRET : 77565146600010

14 rue Chanay
71700 TOURNUS

Site d'exploitation :

Site « Industrial »
14 rue Chanay
71700 TOURNUS

Vu le code de l'environnement et en particulier ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 ;

Vu l'arrêté du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-117, délivré en date du 11/01/2021 à la société THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS, de prescriptions relatives à l'exploitation de l'unité « Industrial » de fabrication de vernis et de peintures située sur le territoire de la commune de Tournus ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées relatif à la demande d'autorisation environnementale déposée par THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS pour l'extension de son site « Packaging » et les propositions en date du 29 avril 2022 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 17 mai 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 6 mai 2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu la lettre du pétitionnaire en date du 6 mai 2022 renonçant à la possibilité qui lui est offerte par l'article R181-40 du code de l'environnement de présenter des observations éventuelles écrites dans un délai de 15 jours à compter de la notification du projet d'arrêté ;

Considérant que le projet d'extension du site « Packaging » classe Seveso seuil bas l'établissement en question ;

Considérant le classement Seveso seuil bas du site « Industrial » en application de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11/01/2021 susvisé ;

Considérant l'expression du public recueillie au cours de l'enquête publique relative à l'extension du site « Packaging » mettant en avant la proximité avec le site « Industrial », classé Seveso seuil bas, qui a conduit l'inspection des installations classées à proposer que l'exploitant :

- il mette en place et anime une commission locale de concertation et d'information pour les sites « Industrial » et « Packaging » ;
- mette en œuvre, dans l'exploitation des sites « Industrial » et « Packaging », les dispositions du code de l'environnement normalement applicables aux seuls établissements classés Seveso seuil haut suivantes :
 - un système de gestion de la sécurité conformément aux dispositions de l'arrêt ministériel du 26/05/2014 susvisé ;
 - la révision quinquennale de l'étude de dangers du site ;

et que l'exploitant n'a pas formulé d'opposition à ces projets de prescriptions ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 : Bénéficiaire

THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS (SIRET 77565146600010), dont le siège social est situé 14, rue Chanay 71700 Tournus, est tenue, en ce qui concerne l'exploitation de l'établissement Industrial située 14 rue Chanay sur le territoire de la commune de Tournus (71700), de respecter les prescriptions des articles suivants.

Article 2 :

Le titre 8 – « Prévention des risques technologiques » – de l'arrêté DCL-BRENV-2021-11-7 du 11 janvier 2021 est complété par les prescriptions suivantes :

Chapitre 8.1 – Politique de prévention des risques, gestion de la sécurité et organisation des secours

Article 8.1.1. Politique de prévention des risques majeurs

L'exploitant élabore et tient à disposition de l'inspection des installations classées le document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs telles que définie à l'article L. 515-33 du code de l'environnement.

Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.

Article 8.1.2. Réexamen quinquennal de l'étude de dangers

Indépendamment des dispositions prévues à l'article 1.6.2. du présent arrêté préfectoral, l'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire, et ce, conformément aux dispositions en vigueur pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (établissements classés Seveso seuil haut), en l'occurrence celles de l'article R. 515-98 du code de l'environnement à la signature du présent arrêté.

Ce réexamen est conduit conformément aux dispositions de l'avis de la direction générale de la prévention des risques du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ou tout autre avis, note, circulaire, courrier de substitution, du ministère chargé des installations classées, en vigueur pour les établissements classés Seveso seuil haut.

Lors de ce réexamen, l'exploitant recense, conformément aux dispositions de l'article R. 515-98 du code de l'environnement, les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement

acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site.

La notice de réexamen de l'étude de dangers, la synthèse du recensement des technologies et, le cas échéant, l'étude de dangers révisée sont transmis, sans délai, au préfet. Le premier réexamen est réalisé au plus tard dans un délai de 2 ans après la notification du présent arrêté.

Article 8.1.3. Système de gestion de la sécurité

L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité selon les dispositions en vigueur pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (établissements classés Seveso seuil haut), en l'occurrence celles des articles L. 515-40 et R. 515-99 du code de l'environnement à la signature du présent arrêté.

Le système de gestion de la sécurité est établi conformément aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ou tout autre réglementation française de substitution en vigueur pour les établissements classés Seveso seuil haut.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents composant le système de gestion de la sécurité.

Article 3 :

Le titre 1 – « Portée de l'autorisation et conditions générales » – de l'arrêté DCL-BRENV-2021-11-7 du 11 janvier 2021 est complété par les prescriptions suivantes :

Article 1.8 – Commission d'information et de suivi de sites

En concertation avec la mairie de Tournus, l'exploitant réunit au moins une fois par an une commission d'information et de suivi commune aux sites Industrial et Packaging.

Cette commission comprend, a minima, des représentants de la municipalité de Tournus, des représentants d'associations de riverains ou environnementales. Le choix des membres de cette commission est effectué en concertation avec la mairie de Tournus.

Les services de l'État sont présents en tant que de besoin.

La liste nominative des représentants de la commission est constituée et transmise pour information à la préfecture, par l'exploitant.

Cette commission a pour objectif de :

- fournir au public situé dans l'environnement proche des deux sites une information en matière de sécurité et de suivi de l'impact des activités sur le voisinage et l'environnement ;
- permettre un échange entre le public situé dans l'environnement proche des deux sites et l'exploitant sur les enjeux liés à l'exploitation de chacun des sites et à leur environnement.

L'exploitant présente notamment à cette commission l'ensemble des résultats du suivi environnemental lié à l'activité du site.

L'exploitant est en charge de rédiger les projets de comptes-rendus des réunions de la commission, soumis à la vérification des participants.

Article 4 :

Le titre 2 – « Gestion de l'établissement » – de l'arrêté DCL-BRENV-2021-11-7 du 11 janvier 2021 est complété par les prescriptions suivantes :

Chapitre 2.9 – Plan de circulation pour les entrées et sorties du site

Afin de minimiser l'incidence du trafic routier induit par l'établissement dans l'environnement proche du site, l'exploitant communique auprès de ses prestataires de transport les informations relatives au plan de circulation à respecter pour quitter ou rejoindre le site. Un contrôle du respect des consignes de circulation est réalisé ponctuellement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification de ce contrôle.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Tournus dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Article 7 : Exécution, copies et notification

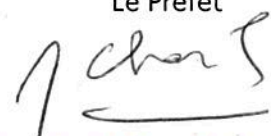
Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de la commune de Tournus sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée :

- au maire de la commune de Tournus ;
- à l'unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Mâcon.

Le présent arrêté est notifié à la société THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS.

Noté le 18 MAI 2022

Le Préfet



Le préfet de Saône-et-Loire